



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINTE INDUSTRIELLE  
ET NUMÉRIQUE

----

**DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR**

----

139, rue de Bercy - PARIS (12<sup>e</sup>)

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

Désignation d'un commissaire aux comptes responsable de l'audit et de la certification des comptes retraçant les missions exercées au nom de l'État par Bpifrance Assurance Export au titre des exercices 2025 à 2028.

DGT-FININTER1-2025-01

La procédure de consultation est passée conformément à l'article L. 2124-2 et aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

## Table des matières

<b>TITRE I - CLAUSES TECHNIQUES</b>	<b>3</b>
<i>Article 1 - Objet du marché</i>	<b>3</b>
<i>Article 2 - Contexte</i>	<b>3</b>
<i>Article 3 - Contenu de la prestation</i>	<b>4</b>
<i>Article 4 – Livrables et délais d'exécution</i>	<b>6</b>
<i>Article 5 - Suivi du marché</i>	<b>8</b>
<b>TITRE II - CLAUSES ADMINISTRATIVES</b>	<b>9</b>
<i>Article 6 - Représentant du pouvoir adjudicateur</i>	<b>9</b>
<i>Article 7 - forme du marché</i>	<b>9</b>
<i>Article 8 - Durée du marché</i>	<b>9</b>
<i>Article 9 - Prix</i>	<b>9</b>
9.1 Forme du prix	<b>9</b>
9.2 Révision des prix	<b>9</b>
<i>Article 10 - Lieu d'exécution du marché</i>	<b>10</b>
<i>Article 11 - Pièces constitutives du marché</i>	<b>10</b>
<i>Article 12 - Modalités de facturation et paiement</i>	<b>10</b>
12.1 Avances	<b>10</b>
12.2 Facturation	<b>10</b>
<i>Article 13 - Délai global de paiement</i>	<b>11</b>
<i>Article 14 - Pénalités de retard</i>	<b>11</b>
<i>Article 15 - Résiliation</i>	<b>12</b>
<i>Article 16 - Obligations du titulaire</i>	<b>12</b>
16.1 Devoir de discrétion et de confidentialité	<b>12</b>
16.2 Protection du secret et habilitation	<b>12</b>
16.3 Conflit d'intérêts	<b>13</b>
16.4 Remplacement	<b>13</b>
16.5 Assurances	<b>13</b>
16.6 Protection des données personnelles	<b>13</b>
<i>Article 17 - Propriété intellectuelle</i>	<b>14</b>
<i>Article 18 – Dispositions environnementales et sociales</i>	<b>15</b>
18.1 Clause environnementale	<b>15</b>
18.2 Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé du titulaire	<b>15</b>
18.3 Clause sociale	<b>16</b>
<i>Article 19 - Règlement des litiges</i>	<b>16</b>

## **TITRE I - CLAUSES TECHNIQUES**

### **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la désignation d'un commissaire aux comptes responsable de l'audit et de la certification des comptes retraçant les missions exercées pour et au nom de l'Etat par Bpifrance Assurance Export au titre des exercices 2025 à 2028.

### **ARTICLE 2 - CONTEXTE**

Ce marché concourt à la certification des comptes de l'Etat, réalisée chaque année par la Cour des comptes dans un calendrier contraint et avec un haut niveau d'exigences en termes de qualité comptable. Pour plus d'informations : <https://www.budget.gouv.fr/reperes/comptes-de-letat/articles/le-compte-general-de-letat>.

Les articles L.432-1 à L.432-5 du code des assurances prévoient qu'un organisme, Bpifrance Assurance Export, effectue, avec la garantie de l'Etat, des opérations de soutien à l'exportation. Ces opérations sont réalisées dans le cadre de plusieurs procédures gérées par Bpifrance Assurance Export au nom de l'Etat :

- L'assurance-crédit, incluant :
  - La garantie pure et inconditionnelle à 100% proposée dans le cadre de l'exportation de matériel aéronautique ;
  - Le dispositif d'assurance-crédit de court terme activable pour les exportations à destination de certains pays en cas de défaillance du marché privé, créé par l'article 77 de la loi n°2013-1279 de finances rectificatives pour 2013 ;
  - La garantie portant sur les opérations d'achat par des entreprises françaises auprès de fournisseurs français en concurrence avec une entreprise étrangère bénéficiant d'un soutien public à l'exportation ;
- La garantie de refinancement, liée à l'assurance-crédit, créée par l'article 84 de loi n°2012-1510 de finances rectificatives pour 2012, qui vise à garantir les investisseurs refinançant des crédits à l'exportation contre le risque de défaut des établissements prêteurs ;
- L'assurance du risque de change auquel les entreprises s'exposent dans le cadre de leurs contrats d'exportation ;
- La garantie du risque exportateur, qui comprend la garantie des cautions et la garantie des préfinancements ;
- La garantie des investissements réalisés par les entreprises françaises à l'étranger ;
- L'assurance prospection, incluant l'assurance prospection premier pas destinée aux entreprises primo-exportatrices ;
- La garantie du risque économique ;
- La réassurance « Cap Francexport » des polices d'assurance-crédit de court terme délivrées par les assureurs-crédit de place ;
- la garantie des cautions, garanties et préfinancements bénéficiant aux entreprises du secteur de la construction navale pour leurs opérations de construction de navires civils accordée en application de l'article 119 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 (les « Garanties Construction Navale ») ;
- la gestion de la procédure de stabilisation des taux d'intérêts de crédits à l'exportation, couvrant le risque de variations de taux d'intérêt payé par les débiteurs de crédits liés à des opérations de nature à contribuer au développement du commerce extérieur de la France ou présentant un

intérêt stratégique pour l'économie française à l'étranger (la « Stabilisation du taux d'intérêt ») ;

- les prêts du Trésor aux Etats étrangers et aux entreprises et services publics ayant obtenu la garantie de leur gouvernement ou de leur banque centrale ;
- les dons du Trésor destinés à des opérations d'aide extérieure (« FASEP ») ;
- les avances remboursables consenties en application de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963 (« Article 90 ») ;
- les prêts consentis au titre de la section « Prêts du Fonds de développement économique et social » du compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés », à l'exception des prêts exceptionnels octroyés à des très petites entreprises et petites entreprises prévus au III de l'article 46 de la loi n°2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 ;
- les opérations antérieurement engagées par la Banque française du commerce extérieur en application de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1965 ;
- les accords de réaménagement de dettes antérieurement conclus entre la France et des Etats étrangers.

Ces procédures sont ci-après dénommées « les procédures publiques ».

En application de l'article L.432-4 du code des assurances, Bpifrance Assurance Export établit un enregistrement comptable distinct pour les opérations qu'elle effectue avec la garantie de l'Etat. Ce « compte des procédures publiques » retrace l'ensemble des opérations que Bpifrance Assurance Export effectue au nom de l'Etat. Chaque année Bpifrance Assurance Export établit un dossier comprenant un compte-rendu de gestion des garanties de l'exercice écoulé, un bilan, un compte de résultat, l'annexe et les états détaillés. L'article L432-4 du code des assurances spécifie que cet enregistrement comptable est contrôlé et certifié par un commissaire au compte.

Les principes comptables sont rappelés en annexe. Une version des comptes audités de 2024 est à disposition des candidats et à leur demande sous réserve d'un engagement de confidentialité.

La mission précédente de certification des comptes des procédures publiques étant parvenue à son terme, il convient de désigner le commissaire aux comptes qui sera responsable de l'audit et de la certification des comptes des procédures publiques au titre des exercices 2025 à 2028.

### **ARTICLE 3 - CONTENU DE LA PRESTATION**

Le commissaire aux comptes aura pour mission principale, l'audit et la certification des comptes annuels du compte de commerce 915 « Soutien financier au commerce extérieur ». Il devra également effectuer trois missions annexes, dédiées respectivement à la revue des engagements hors bilan transmis à la Direction générale des finances publiques pour l'établissement du compte général de l'Etat, à la rémunération de Bpifrance Assurance Export et à la vérification des données de trésorerie.

Dans le cadre de son intervention, le commissaire aux comptes opérera toutes vérifications et tous contrôles qu'il jugera opportuns pour l'exercice de sa mission.

Les prestations du commissaire aux comptes s'appliqueront aux opérations réalisées au titre du compte de commerce 915 "Soutien financier au commerce extérieur" des exercices 2025 à 2028. La mission commencera à la date de notification du marché (en vue de l'audit des comptes de l'exercice 2025), et durera jusqu'à la date de remise du rapport sur les états de synthèses annuels de l'exercice 2028.

#### **3-1 LA CERTIFICATION DU COMPTE DE COMMERCE 915 « SOUTIEN FINANCIER AU COMMERCE EXTERIEUR »**

Le commissaire aux comptes contrôlera que, selon les modalités prévues par la convention, l'organisation générale, les systèmes et les procédures de gestion et de traitement comptable des opérations effectuées au nom de l'Etat permettent leur enregistrement comptable distinct des opérations effectuées par Bpifrance pour son compte propre.

Le commissaire aux comptes devra certifier que les états de synthèse annuels présentés par Bpifrance Assurance Export, conformément aux dispositions de la convention, sont sincères et réguliers et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé réalisées au titre des procédures publiques, ainsi que de la situation financière des comptes des procédures publiques.

Il devra notamment, selon les termes de la convention, émettre un avis sur :

- le caractère raisonnable des procédures mises en place et des hypothèses retenues pour la préparation des états de synthèse relatifs aux procédures publiques ;
- le caractère approprié, par rapport aux dispositions de la convention, de la traduction chiffrée des effets des procédures publiques dans les états de synthèse et de la présentation de ces derniers ;
- le fait que ces états de synthèse traduisent les actifs, passifs et engagements hors bilan affectés à la gestion des procédures publiques.

Le commissaire aux comptes effectuera également une revue des états de synthèse périodiques relatifs aux procédures publiques établis par Bpifrance Assurance Export.

Il se prononcera sur la qualité des procédures de contrôle interne mises en place par Bpifrance Assurance Export dans le cadre de la gestion des procédures publiques.

Chaque année :

- Une mission intermédiaire est réalisée à partir de la première semaine d'octobre de l'année N (N étant l'année à certifier), portant en particulier sur la revue des procédures internes, une synthèse des points d'alerte et des recommandations en vue de la clôture des comptes est transmise par l'auditeur à la direction financière de Bpifrance Assurance Export **avant fin octobre** ;
- L'audit final démarre au 1er février de l'année suivante (en N+1) ;
- Les ajustements d'audit sur le compte de commerce 915 sont transmise par l'auditeur **avant le 11 mars** à la direction financière de Bpifrance Assurance Export et à la Direction générale des finances publiques ;
- Les conclusions sont finalisées et communiquées par l'auditeur à la Direction générale du Trésor et à la direction financière de Bpifrance Assurance Export **avant le 15 mars** ;
- La synthèse de l'audit est délivrée par l'auditeur à la Direction générale du Trésor et à la direction financière de Bpifrance Assurance Export **avant le 28 mars**.

Le commissaire aux comptes remet à la Direction générale du Trésor **avant la fin du mois de mai** un rapport dans lequel il rendra spécifiquement compte de ses missions et fera part de son opinion sur les états de synthèse de l'exercice, y compris ses observations et ses réserves éventuelles.

### 3-2 MISSION SPECIFIQUE PORTANT SUR LES ENGAGEMENTS HORS BILAN TRANSMIS A LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES POUR L'ETABLISSEMENT DU COMPTE GENERAL DE L'ETAT

Cette mission consiste en la revue de la production par Bpifrance Assurance Export des engagements hors bilan transmis à la Direction générale des finances publiques au titre de l'exercice 2025.

La mission sera incluse dans l'audit des comptes annuels pour les années suivantes, dans le respect des échéances précisées à l'article 3-1.

Les instructions de clôture pour les opérations d'inventaires des comptes de l'Etat rédigées par la Direction générale des finances publiques (fiche du Kit de clôture) sont à disposition des candidats et à leur demande sous réserve d'un engagement de confidentialité.

### 3-3 MISSION SPECIFIQUE PORTANT SUR LA REMUNERATION DE BPIFRANCE ASSURANCE EXPORT : LE RAPPORT SUR LA REMUNERATION

La rémunération de Bpifrance Assurance Export pour les services rendus à l'Etat au titre de la gestion des procédures publiques qui lui sont confiées est définie par la convention. Celle-ci prévoit la remise par Bpifrance Assurance Export d'un rapport d'activité qui porte notamment sur le calcul de la rémunération versée au titre de la gestion des garanties publiques.

Sur la base de ce rapport d'activité fourni par Bpifrance Assurance Export et de toute autre donnée qu'il jugera utile, le commissaire aux comptes établira avant le **28 mars** un rapport factuel sur le calcul de la rémunération versée à la Bpifrance Assurance Export au titre de la gestion des garanties publiques, incluant la vérification du calcul de la part variable.

### 3-4 MISSION SPECIFIQUE PORTANT SUR LES DONNEES DE TRESORERIE FOURNIES PAR LA BPIFRANCE ASSURANCE EXPORT : LE RAPPORT SUR LES DONNEES DE TRESORERIE

La convention prévoit une information hebdomadaire de la Direction générale du Trésor portant sur les mouvements de trésoreries opérés sur le compte Etat, ainsi que la fourniture d'un état mensuel détaillé des flux et du solde de trésorerie procédure par procédure. Ce solde de trésorerie est établi sur la base d'une comptabilité de caisse, qui retrace les flux enregistrés au cours de l'année pour chacune des procédures – composés pour l'essentiel des primes et récupérations encaissées et des indemnités versées.

L'état de ce solde de trésorerie sert de base à la détermination des mouvements budgétaires entre le compte de commerce et le compte des procédures publiques de Bpifrance Assurance Export.

Le commissaire aux comptes auditera ces données de trésorerie afin d'attester de leur fiabilité et de leur cohérence avec les données comptables. Il appréciera également la qualité du contrôle interne mis en place par la Bpifrance Assurance Export pour s'assurer de l'exactitude des données ainsi produites.

Sur la base des informations recueillies dans le cadre de ces vérifications et de toute autre donnée qu'il jugera utile, le commissaire aux comptes établira un **avant le 28 mars** rapport factuel sur la fiabilité des données de trésorerie, leur cohérence avec les données comptables et la qualité du contrôle interne mis en place par la Bpifrance Assurance Export pour s'assurer de l'exactitude des données ainsi produites.

## **ARTICLE 4 – LIVRABLES ET DELAIS D'EXECUTION**

L'Administration, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental.

A ce titre, toute correspondance entre le titulaire et l'administration se fera sous forme dématérialisée sous format PDF. Les livrables seront également rendus en format dématérialisé.

La langue de restitution est le français. Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, tous les documents produits sont impérativement rédigés en langue française. Le cas échéant, les documents en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les livrables associés à ces prestations sont présentés ci-dessous.

Prestation	Livrable(s)	Echéance
<b>Mission certification du compte de commerce 915 (article 3.1 du présent CCP) :</b> a/certifier que les opérations effectuées au titre des Garanties et des Financements font l'objet d'un enregistrement comptable distinct ;  b/ certifier que les comptes annuels présentés par Bpifrance Assurance Export conformément aux procédures précitées au titre de la comptabilité d'engagement ci-dessus sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine géré par Bpifrance Assurance Export ;  c/ émettre un avis (i) sur le caractère raisonnable des procédures mises en place et des hypothèses retenues pour la préparation des états de synthèse, (ii) sur le caractère approprié, par rapport aux dispositions de la Convention pluriannuelle Etat-Bpifrance Assurance Export, de la traduction chiffrée des effets des Garanties et des Financements dans les états de synthèse et de la présentation de ces derniers, (iii) sur le fait que ces états de synthèse traduisent les actifs, passifs et engagements hors bilan affectés aux opérations soumises à la comptabilité d'engagement, (iv) sur la qualité du contrôle interne mis en place par Bpifrance Assurance Export pour les procédures gérées pour le compte de l'Etat ;	<b>La mission intermédiaire</b> portant en particulier sur la revue des procédures internes, une synthèse des points d'alerte et des recommandations en vue de la clôture des comptes.	31 octobre de l'année N.
	<b>L'audit final</b> des comptes des procédures publiques portant sur les opérations effectuées avec la garantie de l'Etat par Bpifrance Assurance Export au nom, pour le compte et, sous le contrôle de l'Etat, comprenant le bilan arrêté au 31 décembre de l'année N, ainsi que le compte de résultat, l'annexe et les états détaillés pour l'exercice clos à cette date, un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives (les « Comptes »)  L'audit de la mission de procédures convenues relatives à <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'élaboration de l'état de reporting 19.2 listé à l'annexe 3 de la Convention pluriannuelle Etat-Bpifrance Assurance Export relatif à la consolidation et suivi de la procédure de stabilisation et de couverture et</li> <li>- l'état 14.3 listé à l'annexe 3 de la Convention relatif à la situation de l'encours et des annulations des prêts du Trésor aux Etats étrangers (« PEE »)</li> </ul> L'audit final comprend les prestations suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Transmission des ajustements d'audit sur le compte de commerce 915 ;</li> <li>2) Finalisation et communication des conclusions ;</li> <li>3) Synthèse de l'audit.</li> <li>4) Rapport rendu-compte des missions et opinion sur états de synthèse de l'exercice</li> </ol>	1) 11 mars de l'année N+1 ;  2) 15 mars de l'année N+1 ;  3) 28 mars de l'année N+1  4) 31 mai de l'année N+1
<b>Missions annexes sollicitées par la DG Trésor (art 3.2 à 3.4 du présent CCP).</b>	L'audit de la mission de procédures convenues sur la rémunération versée à Bpifrance Assurance Export	28 mars de l'année N+1
	L'audit de la mission de procédures convenue sur la trésorerie dans le cadre de sa gestion pour compte de l'Etat de ces mêmes procédures publiques	28 mars de l'année N+1
	L'audit de la mission de procédures convenues relatives au rapport sur les engagements hors bilan produit par Bpifrance Assurance Export	Echéances article 3.1

#### **ARTICLE 5 - SUIVI DU MARCHE**

Le pôle responsable du suivi du présent marché pour la direction générale du Trésor est le bureau FININTER1.

Après la notification du marché, l'Administration communique au Titulaire les noms, coordonnées, notamment électroniques, et fonctions de ses représentants, ainsi que leurs attributions.

Le responsable administratif et technique chez le Titulaire est indiqué dans son offre. Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Les prestations sont vérifiées par les services de la Direction générale du Trésor au fur et à mesure de la fourniture par le titulaire des livrables mentionnés à l'article 4 du présent cahier des clauses particulières.



## **TITRE II - CLAUSES ADMINISTRATIVES**

### **ARTICLE 6 - REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur est l'État,  
Ministère de l'Économie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique  
Représenté par le directeur général du Trésor,  
139, rue de Bercy,  
75572 Paris Cedex 12,

Et désigné dans ce qui suit par le terme "**l'Administration**".

### **ARTICLE 7 - FORME DU MARCHE**

Le présent marché est un marché forfaitaire, passé selon la procédure d'appel d'offre prévue à l'article L. 2124-2 et aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le marché n'est pas alloti car les prestations attendues forment un ensemble cohérent et ne peuvent être confiées à des prestataires différents.

### **ARTICLE 8 - DUREE DU MARCHE**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de douze (12) mois.

Il sera reconduit tacitement pour 12 mois à chaque date d'anniversaire de sa notification sans excéder une durée maximale de 48 mois.

En cas de non reconduction, l'Administration respecte un préavis de deux (2) mois. Le Titulaire ne peut alors prétendre à aucune indemnité fondée sur l'absence de reconduction.

### **ARTICLE 9 - PRIX**

#### **9.1 Forme du prix**

Le marché est conclu à prix forfaitaire et révisable.

Le prix est défini par le titulaire dans son offre.

Le prix du marché comprend l'ensemble des frais de toutes natures liés à l'exécution du marché. Il inclut également tous les frais liés à la participation de tout ou partie des personnes composant l'équipe chargée par le titulaire de l'exécution des missions qui lui ont été confiées aux réunions organisées avec les différents partenaires, ainsi qu'aux réunions des groupes de travail et comités de pilotage.

Les prix sont formulés hors taxe (HT), et toutes taxes comprises (TTC), la TVA étant applicable.

#### **9.2 Révision des prix**

Le prix est établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois (M0) correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

A chaque reconduction, le prix est révisé à la date anniversaire de la notification par application de la formule :  $P = P_0 \times (\text{Syn} / \text{Syno})$

Dans laquelle :

Po = prix initial indiqué dans l'acte d'engagement,

Syno = indice Syntec du mois de remise des offres,

Syn = la dernière valeur de ce même indice disponible le mois de la révision.

## **ARTICLE 10 - LIEU D'EXECUTION DU MARCHE**

Les prestations sont exécutées dans les locaux du titulaire et dans les locaux désignés par le bureau FININTER1, en Ile-de-France (notamment lors des réunions).

## **ARTICLE 11 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont pour chacun des lots :

- Le formulaire ATTRII (Acte d'engagement) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes, l'annexe 2 de la Convention pluriannuelle Etat-Bpifrance Assurance Export relatives aux principes comptables de BPI AE et l'annexe 3 de la Convention pluriannuelle Etat-Bpifrance Assurance Export ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (document téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>) ;
- Le mémoire remis par le titulaire à l'appui de son offre.

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du présent accord-cadre, ces pièces prévalent, sauf cas d'erreur manifeste, dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

## **ARTICLE 12 - MODALITES DE FACTURATION ET PAIEMENT**

### **12.1 Avances**

Sauf renonciation expresse du Titulaire dûment stipulée dans l'acte d'engagement, une avance est accordée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique si les conditions sont réunies.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant forfaitaire du marché. Ce taux est porté à 30 % lorsque le Titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME au sens de l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

### **12.2 Facturation**

Le paiement intervient à la livraison de chaque audit, sur présentation de la facture et après certification du service fait par l'Administration.

La facture originale comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- la référence du marché,
- le n° du bon de commande,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur le RIB annexé au contrat,
- les prestations faisant l'objet de la facture,

- le montant hors TVA de la prestation,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date.

Les factures sont obligatoirement transmises par voie électronique, quel que soit le type d'entreprise, depuis le 1er janvier 2020 conformément aux dispositions du code de la commande publique (article L. 2192-1 et suivants ; article D. 2192-1 et suivants) au sens du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Le Titulaire devra s'inscrire sur le portail : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

Ensuite, il pourra :

- soit saisir directement sa facture, auquel cas il devra avoir le numéro du bon de commande ou du marché (numéro d'Engagement juridique à 10 chiffres porté sur le bon de commande) et du code service exécutant : « FAC9470075 »,
- soit déposer sa facture au format PDF sur le portail.

L'ordonnateur est Monsieur le directeur Général du Trésor.

Le comptable assignataire des paiements est le chef du Service du contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères financiers (SCBCM).

### **ARTICLE 13 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

L'Administration se libère des montants dus au titre du présent marché après vérification et admission des prestations, par virement au compte bancaire du titulaire.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article L. 2192-10 du code de la commande publique).

Ainsi, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours.

Le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur. Cette suspension est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception ; la notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise, par le titulaire du présent marché, de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le présent marché fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire (ou du sous-traitant payé directement) et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article 2192-31 du code et suivants).

### **ARTICLE 14 - PENALITES DE RETARD**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

En dérogation des dispositions de l'article 14 du CCAG-PI 2021, en cas de non-respect des délais prévus, des pénalités de retard seront décomptées par l'administration selon la formule ci-dessous :

$$P = (V * R) / 500$$

Où :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

## **ARTICLE 15 - RESILIATION**

L'acheteur peut résilier le marché lorsque le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2195-1 et suivants du code de la commande publique.

L'acheteur peut, à tout moment, prononcer la résiliation du contrat dans les conditions prévues dans le chapitre 7 du CCAG applicable aux prestations intellectuelles.

## **ARTICLE 16 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **16.1 Devoir de discrétion et de confidentialité**

Pour l'exécution du présent marché, le Titulaire est soumis au secret professionnel ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration du contrat. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants, la confidentialité sur les faits, informations, renseignements, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions qui lui sont confiées sur le fondement du présent contrat.

Y compris après l'expiration du contrat, les renseignements, documents ou objets remis au Titulaire dans l'exercice de sa mission ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution du marché, ne peuvent, en aucun cas, être communiqués à des tiers, ni à des membres du cabinet ne participant pas à l'équipe dédiée, sauf accord exprès de l'Administration. Dans les mêmes conditions, le Titulaire ne peut divulguer aucune information, par écrit ou oral, sur les dossiers et affaires qu'il traite.

Y compris après l'expiration du contrat, le Titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse de l'Administration.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte.

Tout manquement à ces obligations entraînerait la résiliation immédiate du marché sans préavis ni indemnité et des poursuites judiciaires à l'encontre du Titulaire et de ses représentants.

### **16.2 Protection du secret et habilitation**

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du contrat de travail s'engage à respecter les mesures qui lui sont prescrites pour assurer, lors de l'exécution dudit contrat, la protection des informations ou supports classifiés qu'il peut, sous réserve du besoin d'en connaître, être amené à connaître ou à détenir, selon les conditions de son habilitation préalable par l'autorité administrative compétente, et dans les limites de validité et de niveau de secret mentionnées sur la décision d'habilitation.

Il reconnaît avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal, de l'instruction générale interministérielle n° 1300 relative à la protection du secret de la défense nationale ainsi que des dispositions prises pour garantir la protection des informations ou supports classifiés.

Le titulaire devra ainsi disposer d'une habilitation « Confidentiel Défense » ou obtenir une habilitation « Secret » (sous l'empire de la nouvelle réglementation) pour tous ses collaborateurs affectés à la mission d'audit et de certification des comptes des procédures publiques ayant à examiner des garanties portant sur des contrats de vente de matériel militaire.

### **16.3 Conflit d'intérêts**

Le Titulaire est tenu par le respect des règles déontologiques applicables à la profession qu'il exerce. En l'espèce, les conflits d'intérêt seront réglés selon le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes doit être indépendant de la personne ou de l'entité dont il est appelé à certifier les comptes. Cette exigence s'applique durant l'exercice contrôlé, la réalisation des travaux de contrôle des comptes et jusqu'à la date d'émission de son rapport.

Toute personne qui serait en mesure d'influer directement ou indirectement sur le résultat de la mission de certification des comptes est soumise aux exigences d'indépendance mentionnées au précédent alinéa.

Le commissaire aux comptes veille à ce que son indépendance ne soit pas compromise par un conflit d'intérêts, une relation d'affaires ou une relation directe ou indirecte, existante ou potentielle, entre ses associés, salariés ou toute autre personne qui serait en mesure d'influer directement ou indirectement sur la mission de certification, ainsi que les membres de son réseau, d'une part, et la personne ou l'entité dont il est chargé de certifier les comptes d'autre part.

En cas de non-respect de cet engagement le marché sera résilié dans les conditions prévues à l'article 15 du présent CCP.

### **16.4 Remplacement**

Dans le cas d'une récusation par l'Administration de personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations, le Titulaire doit désigner un remplaçant de qualification au moins équivalente, dans un délai de deux (2) semaines.

Dans le cas d'une impossibilité d'une personne affectée à la réalisation des prestations (licenciement, démission ou autre empêchement, provisoire ou définitif), le Titulaire doit en informer immédiatement l'Administration, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Titulaire est alors tenu au remplacement de cette personne dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception de l'avis par l'Administration, par une personne de qualification au moins équivalente, sans incidence financière.

En cas de non-remplacement dans les conditions ci-dessus, l'Administration se réserve le droit de résilier le présent marché pour faute du titulaire.

### **16.5 Assurances**

Le Titulaire déclare avoir souscrit toutes les assurances nécessaires pour garantir les dommages corporels et matériels que son personnel, ainsi que toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, pourrait causer au cours de la réalisation du présent marché.

A la demande de la personne publique, le Titulaire sera tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité.

Si le Titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il sera tenu de dédommager la personne publique ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auraient pu survenir.

### **16.6 Protection des données personnelles**

Depuis l'entrée en vigueur, le 25 mai 2018, du règlement général sur la protection des données, dit « RGPD » (règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), les acheteurs et les titulaires sont considérés comme responsables du traitement au sens du texte européen.

Ce document européen, adopté dans le but de protéger les données à caractère personnel des personnes physiques, impacte la commande publique dès lors que le titulaire d'un contrat est amené à manipuler des informations sensibles issues des agents du pouvoir adjudicateur, des usagers du service public ou des citoyens. A ce titre, le Titulaire devra mettre en œuvre les mesures nécessaires pour respecter ses obligations de responsable de traitement, le cas échéant.

([https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/rgpd-guide\\_sous-traitant-cnil.pdf](https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/rgpd-guide_sous-traitant-cnil.pdf))

Protection des données à caractère personnel dans le cadre du présent marché

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les titulaires sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Représenté par le Directeur général du Trésor

139, rue de Bercy 75572 Paris Cedex 12

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique Représenté par le Directeur général du Trésor

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.f

**Base juridique du traitement :** c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

**Finalité du ou des traitements :** suivi de l'exécution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics

**Destinataires ou catégorie de destinataires :** les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, du ministère en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

**Durée de conservation :** ces données sont conservées pendant toute la durée d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNI

## **ARTICLE 17 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

En dérogation des dispositions de l'article 35 CCAG-PI 2021, le Titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits afférents aux résultats permettant à la Personne Publique de les exploiter librement pour les destinations précisées ci-dessous.

17.1 - Concernant l'objet du marché

La cession des droits de propriété porte sur les livrables suivants : les revues et les rapports correspondant à la description des livrables dans l'article 3 du présent contrat. Les droits acquis comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution en tout ou en partie, en l'état pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent marché. Sont exclus du transfert de propriété les droits d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues.

#### 17.2 - Concernant le territoire

La cession est consentie pour tous pays.

#### 17.3 - Concernant la durée de la cession

Les droits sont cédés pour la durée suivante : 15 ans, à partir de la date de réception du livrable objet des droits cédés.

#### 17.4 - Concernant le prix de cession

Comme rappelé à l'article 9 du présent CCP, le prix de cession des droits est réputé inclus dans le prix des prestations.

### **ARTICLE 18 – DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES**

#### **18.1 Clause environnementale**

Supports des livrables :

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et/ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé.

Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Allègement des flux numériques :

L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

#### **18.2 Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé du titulaire**

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'[article L.229-25 du code de l'environnement](#) afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs,

moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'[arrêté du 25 janvier 2016](#) relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'[article L. 225-102-1 du code de commerce](#) ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial. »

### **18.3 Clause sociale**

Egalité de rémunération entre les femmes et les hommes affectés à l'exécution du présent marché

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel comité affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

### **ARTICLE 19 - REGLEMENT DES LITIGES**

La procédure de règlement amiable des différends ou litiges qui pourraient survenir en cours d'exécution du marché est celle définie par l'article R.2197-1 du code de la commande publique.

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Paris sis 7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04.

La survenance d'un litige entre les parties ne dispense pas le Titulaire d'exécuter les prestations commandées dans le respect du présent contrat, ni ne l'autorise à interrompre ou suspendre son exécution ou à en modifier les termes.